

donc quitté le pouvoir en 1969, bon débarras ! Et nous, on a pu commencer à faire joujou.

Déjà il y a eu la loi Pompidou-Giscard du 3 janvier 1973. Vous êtes-vous déjà posé cette petite question : comment l'État trouve-t-il l'argent dont il a besoin pour financer ses investissements ou ses déficits ? En France jusqu'à cette date fatidique du 3 janvier 1973, la réponse était simple : la Banque de France créait la monnaie et prêtait à l'État l'argent dont il avait besoin à un taux d'intérêt nul ou très faible. Avec cet argent, l'État investissait dans les autoroutes, les infrastructures, les hôpitaux, la recherche, le TGV, Ariane... Ce faisant, la Banque de France contribuait au développement économique du pays. Elle n'avait pas vocation à gagner de l'argent sur le dos des Français en prêtant avec intérêts à la France. Avec la loi Pompidou-Giscard, fini la plaisanterie, on a privatisé tout ça. La Banque de France qui prête gratuitement à la France, c'était trop beau, ça ne pouvait plus durer. Déjà l'article principal de cette loi a été rédigé de façon à ce que vous ne puissiez rien y comprendre : « Le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France. » Et depuis cette date, le ver est dans le fruit. La France est obligée de s'endetter non plus gratuitement auprès de la Banque de France mais avec intérêts auprès d'acteurs privés, le plus souvent des banques commerciales. Et les intérêts de la dette tombent allégrement dans les poches des banques privées et de leurs actionnaires. En 2011, les intérêts de la dette payés par la France se sont élevés à 46,3 milliards d'euros. Merci pour nous. C'est le deuxième poste budgétaire du pays, derrière l'Éducation nationale. Depuis le milieu des années 1970, c'est plus de

1 400 milliards d'euros d'intérêts d'emprunt qui ont ainsi été payés aux marchés financiers alors que la dette totale du pays est de 1 800 milliards d'euros. Est-ce à dire que sans cette loi fantastique, la dette de la France serait négligeable ? Je vous laisse le soin de répondre les amis.

Moi ce que je sais, c'est que depuis trente ans, votre travail et vos impôts sont notre bon plaisir. Vous êtes tombés dans le piège de l'endettement et votre État, qui n'a plus les moyens de rien, est obligé de céder les bijoux de famille. De ses entreprises à son parc immobilier en passant par ses forêts domaniales, il nous vend tout au motif du désendettement. Foutaise ! C'est votre patrimoine qui fout le camp les amis. Si vous vouliez vraiment vous désendetter, peut-être faudrait-il commencer par vous demander qui est légitime pour financer un État et émettre la monnaie. Est-ce le marché au service d'institutions privées ou est-ce une banque nationale au service des citoyens ? La réponse va de soi il me semble, mais chut, restons discrets. Il s'agit là du véritable secret de la domination des banques sur la société.

Bref, comme ce petit système de privatisation des financements des États fonctionnait bien, nous avons élargi le business à la zone euro. Vous avez fait le rapprochement avec la BCE, je suppose. C'est exactement le même principe. La BCE ne prête pas directement aux États. Elle prête à des taux très bas aux banques privées qui elles prêtent aux États, à des taux plus élevés. Vous pensez bien que c'était un bon deal d'avoir les États comme principaux clients, ou comment se constituer une rente viagère en toute sécurité... Elle n'est pas belle la vie ? Et vous voyez amis français, la loi qui vous a livrés aux marchés porte le nom des deux présidents de la

République qui ont immédiatement succédé au général de Gaulle. On n'est jamais trahi que par les siens, n'est-ce pas ?

Bon après vous avoir réglé votre compte sur le plan financier, il fallait s'occuper du reste. Ça n'a pas traîné non plus. Dès le milieu des années 1970, nous avons commencé à vous répéter un délicieux petit refrain, celui que la France était une puissance moyenne et qu'elle ne pourrait s'en sortir seule. Quelle farce ! Au milieu des années 1970, la France était tout sauf une puissance moyenne. Elle était même à son zénith : rayonnement international, indépendance militaire, économie et finances au beau fixe, la France avait tout. Mais il fallait bien vous faire peur et vous convaincre d'abandonner votre souveraineté pour construire cette Europe qui nous sied tant. Fini l'Europe des nations, vive l'Europe supranationale, sans peuples ni frontières qu'on livre aux marchands ! Le premier à avoir utilisé cette expression de puissance moyenne à l'égard de la France est son président de l'époque, Valéry Giscard d'Estaing. Encore lui, quelle surprise ! Grâce à lui, aux médias et à une classe politique dévoyée, nous avons réussi à faire rentrer dans vos petites têtes que face à des géants comme l'Inde ou la Chine, un pays indépendant ne pouvait s'en sortir seul. Et la France s'est jetée tête baissée dans cette construction surréaliste qu'est devenue l'Union européenne. Champagne, belle arnaque !

Regardez la Suisse, sept millions d'habitants, quatre langues officielles, pays neutre qui n'est membre ni de l'euro ni de l'Union européenne. Son économie est au beau fixe, le taux de chômage est inférieur à 4 % et les finances publiques sont à l'équilibre. La réussite de l'économie suisse repose sur une production à forte valeur ajoutée et une main-d'œuvre